

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

REHABILITATION DU BATIMENT D DE LA RESIDENCE GREMILLON

Catégorie opération 2



Avenue de la Grande Cavée
Batiment D
14200 HEROUVILLE-SAINT-CLAIR

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	02/02/2024	PHASE DCE LOT 1 En attente du Rapport Amiante finalisé

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 AMIANTE.....	11
2.5 PLOMB	12
2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	12
2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	14
2.8 DIVERS.....	14
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	15
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	15
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	15
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	15
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	16
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	17
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	17
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	18
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	19
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	19
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	20

3.5.1 Présence d'amiante	20
3.5.2 Présence de plomb	20
3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	21
3.5.4 Travaux divers	21
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	21
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	22
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER.....	22
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	23
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	25
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	27
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	28
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	28
5.2 CANTONNEMENTS.....	28
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	29
5.3.1 Mise en place bungalows	29
5.3.2 Cantonnement à étages.	29
5.3.3 Installation électrique.....	29
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	30
6.1 ORGANISATION.....	30
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	31
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	31
6.2.2 Interdiction de fumer	31
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS.....	32
7.1 PPSPS	32
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	32
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	32
8 Annexes	33
Panneau : En cas d'accident.....	33

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.

- 4 – Adapter le travail à l’homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
- 5 – Tenir compte de l’état d’évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n’est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l’organisation du travail, les conditions de travail, l’influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

REHABILITATION DU BATIMENT D DE LA RESIDENCE GREMILLON

Avenue de la Grande Cavée
Batiment D
14200 HEROUVILLE-SAINT-CLAIR



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

La présente opération a pour objet la réhabilitation du bâtiment D de la Cité Universitaire Grémillon située à Hérouville-Saint-Clair.

Le bâtiment D ne sera pas occupé pendant les travaux. Par contre, les autres bâtiments de la cité universitaire seront occupés. La sécurité des utilisateurs est un élément essentiel à prendre en compte dans l'offre de l'entreprise.

L'entrepreneur devra tenir compte du planning de l'opération et de toutes les conséquences qui en découlent.

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

6 niveaux : R+4 avec sous sol

Nature de la couverture / toiture

Système d'étanchéité

Nature des façades

Façades en béton armé

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	CTRE REG OEUVRES UNIVERSITAIRES SCOLAI 135 BOULEVARD DE L EUROPE 76100 ROUEN	
Maître d'oeuvre de conception	Armel PELLERIN Architecte 9 et 13 rue de Cahteaudun 35000 RENNES	TEL : 02.99.36.89.16 FAX : 02.99.36.83.35
Bureau d'étude	OTEIS 10, parc Brocéliande BP 96312 35763 ST GREGOIRE cedex	TEL : 02.99.23.45.67 FAX : 02.99.23.45.53
Inspection du travail	DDETS 14 3 place Saint Clair BP 30004 DDETS du Calvados 14201 HEROUVILLE SAINT CLAIR	TEL : 02 31 47 73 00
OPPBTP	OPPBTP 28 rue Martin Luther King Immeuble La Marseillaise, 1 14280 SAINT CONTEST	TEL : 0231442361
CARSAT	CARSAT Service Prevention Parc Athéna 1 rue Ferdinand Buisson 14280 SAINT CONTEST	TEL : 02 31 46 89 30

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - CURAGE – DÉSAMIANPAGE

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 11/03/2024 pour une durée de 5 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 12.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lot unique

Mode de passation des marchés : Privé

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est **STRICTEMENT INTERDIT** pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

Chantier avec lot unique

La maîtrise d'œuvre sera assurée par l'AGENCE PELLERIN ARCHITECTES.

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Pas d'information

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (<https://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr/>).

N° de DT: en attente

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit auprès des concessionnaires par toute entreprise réalisant une fouille et/ou intervenant sur réseau existant.

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux.

Localisation des réseaux privés : Toute entreprise réalisant une fouille et/ou intervenant sur réseau existant consultera les plans de récolements fournis par le maître d'ouvrage de manière à les localiser et les protéger si nécessaire.

Le mandataire s'assurera auprès du maître d'ouvrage de la neutralisation et de la consignation effective des réseaux pouvant alimenter la parcelle concernée.

Le mandataire réalisera la purge des réseaux jusqu'aux coffrets des concessionnaires

2.4 AMIANTE

La présence d'amiante a été détectée.

Documents en notre possession ;

- Le Pré rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux N°973057 réalisé par QUALICONSULT IMMOBILIER en date du 13.08.2023,
- Le Pré- rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux N°973057 réalisé par QUALICONSULT IMMOBILIER en date du 13.11.2023,
- Le Pré rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux N°973057 réalisé par QUALICONSULT IMMOBILIER en date du 14.12.2023,

Le maitre d'ouvrage devra transmettre aux intervenants et avant démarrage des travaux le rapport finalisé.

Le lot 1 devra en fonction de ses prestations;

Travaux en sous-section 3 (retrait ou encapsulage d'amiante) :

- Intervention par entreprise certifiée dans le domaine des travaux réalisés.
- Formation des salariés.
- Rédaction d'un plan de retrait, transmis aux organismes de prévention (au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux).
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Ou

Travaux en sous-section 4 (intervention sur ou à proximité de MPCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante)

- Formation des salariés.
- Rédaction d'un mode opératoire, transmis aux organismes de prévention, en fonction de la procédure en vigueur.
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Chaque traitement doit se faire sans aucune coactivité. Les autres entreprises doivent être averties de ces opérations, l'accès aux zones en cours de traitement doit leur être strictement interdit, le risque doit clairement être signalisé.

Les entreprises concernées devront mettre en place un protocole de mesure environnementale, dans les zones extérieures à la zone de travaux de manière à assurer un suivi du taux d'empoussièrement.

Toute personne découvrant ou estimant la présence d'amiante dans des matériaux non référencés par le diagnostic, devra prévenir le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre afin de réaliser un diagnostic complémentaire à la charge du maître d'ouvrage. Il sera nécessaire de mettre les moyens de protections en oeuvre dans l'attente d'une nouvelle opération de décontamination.

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
 - Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

Le lot 1

2.5 PLOMB

La présence de plomb a été détectée.

Documents en notre possession ;

- Le rapport de repérage des matériaux et produits contenant du plomb avant réalisation de travaux N°973058 réalisé par QUALICONSULT IMMOBILIER en date du 21.09.2023,
- Le rapport de repérage des matériaux et produits contenant du plomb avant réalisation de travaux N°973058-1 réalisé par QUALICONSULT IMMOBILIER en date du 29.10.2023,
- Le rapport de repérage des matériaux et produits contenant du plomb avant réalisation de travaux N°987036 réalisé par QUALICONSULT IMMOBILIER en date du 18.12.2023,

Ce document est joint au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

Suivant plan de repérage figurant dans le diagnostic et sur demande du Maître d'ouvrage ou du maître d'oeuvre, chaque lot concerné procédera à la localisation de tous les matériaux dangereux.

Les entreprises devront avoir reçu une formation / information sur les risques liés au plomb.

Les entreprises devront présenter les Modes Opératoires Plomb (MOPB) en se référant aux prescriptions de la fiche INRS ED 909.

Une analyse de risque devra être réalisée par l'entrepreneur en fonction de la nature des travaux réalisés et des teneurs en plomb relevées dans le diagnostic plomb. Des tests en vue d'estimer les émissions de poussières plomb attendues pourront notamment être réalisées.

Les compagnons ne devront pas être exposés à des émissions de poussières de plomb supérieur à 0,1 mg par m3 sur une journée de travail.

Après travaux, des mesures de la concentration en plomb dans les poussières présentes sur le sol seront réalisées dans chacun des locaux ayant fait l'objet de travaux.

Tant que la concentration surfacique des poussières au sol est supérieure à 1 000 µg/m² pour l'un des échantillons prélevés, un nouveau nettoyage minutieux sera réalisé, préalablement à de nouveaux prélèvements de poussières.

Toute personne découvrant ou estimant la présence de revêtement non référencé par le diagnostic, devra prévenir le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre afin de réaliser un diagnostic complémentaire à la charge du maître d'ouvrage. Il sera nécessaire de mettre les moyens de protections en oeuvre dans l'attente d'une nouvelle opération de décontamination.

Lots concernés

Le lot 1

2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

L'installation se fera à la charge du mandataire en concertation avec les services compétents de la commune.

L'ensemble sera aménagé avant intervention de la première entreprise.

Le mandataire réalisera les démarches administratives auprès des services publics compétents pour obtenir les autorisations de voirie et autre arrêté de circulation pour éviter toute exposition du public aux risques liés au chantier.

Le mandataire a en charge la fermeture du chantier.

Le mandataire fera passer une personne qui s'assurera de la fermeture du chantier tous les soirs pendant toute la durée du chantier.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Plan PDF ou papier à diffuser pour avis au chef d'établissement, MOA, MOE, C. SPS	Affichage dans le cantonnement	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Clôture	Panneaux en barrière Heras en acier galvanisé d'une hauteur de 2,00 mètres et disposant d'un système anti effraction.	Délimitation de l'emprise chantier, base de vie et des zones de stockage	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Portail et portillon	- Portails : minimum 2.00 mth x 4.00 m avec chaîne et cadenas à code. -Portillons verrouillable minimum 1.20 mth x 2.00 m ht pour piéton	Sur clôture de chantier	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Auvent Passage piéton couvert	Au droit de chaque passage du public à proximité immédiat dans le cas d'une déviation techniquement impossible à mettre en place	suivant cheminement du public à proximité du chantier	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Homme trafic	Homme dûment qualifié et désigné par le chef d'entreprise	Pour chaque manœuvre ou déplacement d'engin et véhicule	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Dévoisement voirie publique	Signalisation et marquage au sol	Emprise sur le domaine public	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Signalisation	Panneau de signalisation / itinéraire	Emprise sur le domaine public	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE

Disposition en cas de litige ou de défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'oeuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité des installations aux frais de l'entreprise défaillante.

2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Suivant le PIC proposé par le mandataire en collaboration avec la ville et la maîtrise d'ouvrage

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Entrée du chantier la plus adéquat par rapport à la localisation des travaux.	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Carte en cours de validité portée par chaque compagnon	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Liste du personnel	-Support papier sur le chantier -Selon besoins spécifiques du chef d'établissement	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Divers	Contrôle de la fermeture du chantier et fermeture le cas échéant par du personnel de l'entreprise tous les soirs pendant toute la durée du chantier.	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE

Disposition en cas de litige ou de défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'oeuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité des installations aux frais de l'entreprise défaillante.

2.8 DIVERS

L'entreprises s'adaptera aux contraintes du site

Les bâtiments sont inoccupés.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Les circulations piétonnes seront séparées des voies de circulation des véhicules et engins.

Les cheminements seront signalés et balisés. Ils devront rester libres de tout encombrement (matériel, câble électrique, stockage, gravats).

La circulation en véhicule se fera au pas. Toute manœuvre avec véhicule et engin devra être effectuée avec l'aide d'un signaleur et compagnons équipés de gilets réfléchissants.

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Par l'homme trafic ou le chef d'équipe	Voir PIC	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Voie intérieure	Aires carrossées existantes et à réaliser	Voir PIC	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Aire de livraison	Aires carrossées	Dans l'enceinte du chantier Voir PIC et Plan du site	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Aire de stationnement	Aires de déchargement sur zones carrossées	Voir PIC et Plan du site	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Signalisation	Panneaux d'information	Voir PIC et Plan du site	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Homme de manœuvre	Homme dûment qualifié et désigné par le chef d'entreprise	Pour chaque manœuvre ou déplacement d'engin et véhicule	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Avertisseur de manœuvre	Sur engins de chantier et camions de livraison	Sur engins de chantier et camions de livraison	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
-------------	--------	--------------	-----------------------------------	---------------------------

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Présentation et visite du chantier des compagnons organisé par le chargé d'opération	Sans objet	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Accès au cantonnement	Aires carrossées existantes	Entre Poste de travail et base de vie	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Cheminement cantonnement/chantier	Par cheminement carrossable	Selon PIC	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Séparation piétons/véhicules	Barrières rigides type police	Selon PIC	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Eclairage	de type Led ou Néon étanche fixés en hauteur	Zones de circulation verticale et horizontale	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Signalisation	Panneaux / affichage et signalétique	Zone de circulation	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Accès couverture/terrasse	Accès sécurisé depuis le lanterneau d'accès existant	En fonction de l'avancement en collaboration avec MOE et consultation du C SPS	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Auvent protection accès	Protection en tunnel (parois rigides) sous échafaudage	Au droit d'un accès sous échafaudage	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter:

- Les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle, du lieu d'approvisionnement au poste de travail,
- Les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux,

Afin de mieux répartir les approvisionnements, des plates-formes de dessertes sont aménagées près des aires de livraisons.

L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent:

- à chaque phase selon la configuration de l'emprise chantier
- à proximité des postes de travail

Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le travailleur à la mise en oeuvre des matériaux.

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareux commandement de manoeuvre
Grue automotrice	A définir en concertation avec le maître d'oeuvre sur plan de levage	Toute entreprise concernée	Entreprise en charge de l'engin	Moyen de communication à distance utilisé par des hommes dûment qualifiés et désignés par le chef d'entreprise
Recettes à matériaux	En fonction des besoins de l'entreprise	Toute entreprise concernée	Entreprise en charge du matériel	Homme dûment qualifié et désigné par le chef d'entreprise
Lift/ascenseur/monte-charge	A définir en concertation avec le maître d'oeuvre	Toute entreprise concernée	Entreprise en charge du matériel	Boitier de commande et installation électrique conformes
Monte matériaux	A définir en concertation avec le maître d'oeuvre	Toute entreprise concernée	Entreprise en charge du matériel	Boitier de commande et installation électrique conformes
Treuil électrique	A définir en concertation avec le maître d'oeuvre	Toute entreprise concernée	Entreprise en charge du matériel	Boitier de commande et installation électrique conformes
Camion auto-déchargeable	A définir en concertation avec le maître d'oeuvre depuis aire dédiée	Toute entreprise concernée	Entreprise en charge de l'engin	Moyen de communication à distance utilisé par des hommes dûment qualifiés et désignés par le chef d'entreprise
Chariot élévateur	A définir en concertation avec le maître d'oeuvre	Toute entreprise concernée	Entreprise en charge de l'engin	Moyen de communication à distance utilisé par des hommes dûment qualifiés et désignés par le chef d'entreprise
Transpalette/chariot	En fonction des besoins de l'entreprise	Toute entreprise concernée	Entreprise en charge du matériel	Homme dûment qualifié et désigné par le chef d'entreprise

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

Grue automotrice

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Convention écrite et contradictoire précisant les limites de prestations et de responsabilité de chacun.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Afin de prévenir des risques liés aux manutentions et dans le respect des principes généraux de prévention, en cas de sous traitance, les entrepreneurs sont fortement invités à se concerter pour parvenir à une utilisation partagée de moyens de manutention mécanisés. Les entrepreneurs pourront se concerter et organiser avec la maîtrise d'oeuvre le phasage de leurs interventions et livraisons pour permettre l'utilisation en communs des moyens de levages.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

1 CURAGE – DÉSAMANTAGE

Lot chargé de l'entretien

1 CURAGE – DÉSAMANTAGE

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Produits chimiques dangereux	Local fermé sous clé Conteneur	A définir en concertation avec le MOE	Naturel ou mécanique	Conformément aux fiches de données de sécurité (FDS) Stockage indépendant des autres matériaux
Matériaux non dangereux	Local fermé sous clé, Conteneur, à l'aire libre avec balisage	A définir en concertation avec le MOE	Sans objet	Balisage et entreposage sur aire carrossée Pas de superposition de palettes
Bouteille de gaz comprimé	Sur rack ou chariot de stockage	A définir en concertation avec le MOE	Naturelle ou mécanique A l'ombre	Sanglée sur rack ou chariot de stockage Hors zone inflammable Stockage verticale

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Du poste concerné	Chaque jour	1 CURAGE – DÉSAMANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMANTAGE
Bennes avec tri	Conformément au PIC et CCTP	En fonction des besoins des l'entreprises	1 CURAGE – DÉSAMANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMANTAGE

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître de l’Ouvrage ou le Maître d’oeuvre fera faire ce nettoyage par une entreprise extérieure, aux frais et risques de l’entreprise responsable.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d’amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

1 CURAGE – DÉSAMANTAGE

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d’application. Tout ouvrier salarié de l’entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l’arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d’un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l’entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d’empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
 - A la fin des travaux, après démantèlement complet de l’installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d’air.

3.5.2 Présence de plomb

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.5.

Lots concernés

1 CURAGE – DÉSAMANTAGE

Les ouvriers devront pouvoir bénéficier d’un suivi médical. Il est recommandé d’employer des salariés en CDI. Les déchets seront éliminés par enfouissement en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux), ou ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes).

3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLILIERE ELIMINATION
Déchets Inertes	Le mandataire	A définir avec le MOE en fonction de l'avancement et espace disponible	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	I.S.D.I
Déchets Inertes Spécifiques	Le mandataire	I.S.D.I +	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	I.S.D.I +
Déchets Dangereux	Le mandataire	I.S.D.D	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	I.S.D.D
Déchets non Dangereux	Le mandataire	I.S.D.N.D	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	I.S.D.N.D

3.5.4 Travaux divers

Sans objet.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	A préciser dans le PPSPS	A préciser dans le PPSPS	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	A préciser dans le PPSPS

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale, la protection définitive intégrée.

En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires.

Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

Dans le cas où une protection collective provisoire gêne ou empêche l'intervention d'une entreprise, toute dépose de la protection sans concertation auprès du maître d'oeuvre ou de l'entreprise en charge de cette protection sera interdite. Des mesures compensatoires seront prises et précisées dans le PPSPS de l'entreprise intervenante en respectant les principes généraux de prévention.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Rive de plancher	Garde corps conformes au code du travail	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Trémie petite dimension	Plaque d'obturation dimensionnée et fixée pour éviter tout glissement	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Trémie grande dimension	Garde-corps rigide Platelage suffisamment dimensionné et fixé	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Châssis en façade sur allège < 1m	Garde corps conformes au code du travail	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Châssis en façade toute hauteur d'étage	Garde corps conformes au code du travail	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Balcon	Garde corps conformes au code du travail	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Les entreprises utilisant en commun des moyens et protections collectives (tels échafaudages, monte matériaux, escalier provisoire ou autres) devront procéder à la réception du matériel.

Cette réception fera l'objet d'un procès verbal définissant les modalités d'utilisation, d'entretien, et ou de modifications du matériel entre les parties concernées (monteur, fournisseurs et entreprises utilisatrices)

Afin de prévenir des risques liés aux manutentions et dans le respect des principes généraux de prévention, les entrepreneurs sont fortement invités à se concerter pour parvenir à une utilisation partagée de moyens de manutention mécanisés et de dispositif de travaux en hauteur. Les entrepreneurs pourront se concerter et organiser avec la maîtrise d'oeuvre le phasage de leurs interventions et livraisons pour permettre l'utilisation en communs des moyens de levages et de travaux en hauteur.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
-------------	--------------	---------------	--------------------------------	------------------------------

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Depuis branchement concessionnaire	Avant intervention de la première entreprise	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Alimentation cantonnement	Raccordement des bungalows depuis l'armoire principale	Avant intervention de la première entreprise	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Armoires secondaires	Dans la zone chantier pour éviter l'utilisation de rallonge > 25 mètre	Avant intervention de la première entreprise	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Eclairage circulation verticale	A faire préciser sur PIC	Avant intervention de la première entreprise	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Eclairage circulation horizontale	Dans la zone chantier à chaque niveau	Avant intervention de la première entreprise	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Eclairage poste de travail	Au droit de chaque poste de travail	En fonction des besoins	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Le maître d'oeuvre en fonction des tâches de chaque entreprise élaborera un planning dont une partie des objectifs est d'éviter les coactivités à risque et interdire toute superposition de tâches. Les postes de travail seront sectionnés par surface et par niveau, et les enchaînements des tâches, entreprise par entreprise seront organisés en fonction de ces surfaces et niveaux.

Lorsqu'il n'est pas possible d'éviter les superpositions de travaux par un décalage des interventions des entreprises concernées, l'entreprise située en partie haute prendra les dispositions pour installer et entretenir un dispositif physique suffisant pour permettre de supprimer le risque de chute de matériel ou de matériaux engendré de cette superposition. Des protections (réglementaires) de la zone de chaque intervenant sera mise en place si nécessaire (garde corps, bâches, filets, contreplaqué).

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
---------	----------------	---------	--------------	--------------------------------

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Exposition à l'amiante ou au plomb	Le mandataire	En concertation avec MOE Co activité interdite	Entreprise dûment certifiée 1552 Encadrant et opérateur qualifiés SS4 ou SS3 en fonction des tâches Personnel sensibilisé et suivi médicalement Confinement - condamnation de la zone d'intervention Co activité interdite	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Générant de la poussière (autre que l'amiante)	Le mandataire	En concertation avec MOE	Aspiration à la source de l'émission de poussière Travail à l'humide	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Générant un risque de chute d'objet	Le mandataire	En concertation avec MOE	Balisage du poste de travail ou de la zone concernée, Installation d'une protection rigide et efficace type tunnel, Installation d'un moyen de récolte en cas de chute, Zone de levage balisée et interdite d'accès à toute personne non autorisée.	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Générant un risque de projection de matériaux / étincelles/ matériaux incandescent	Le mandataire	En concertation avec MOE	Poste de travail à l'écart de l'activité des autres corps d'état, Connaissance de la nature des matériaux en place, Installation d'une protection pare feu / pare flamme, Installation d'une parois ou bâche spécifique, Extincteur adapté à proximité du poste de travail, Signalisation du poste de travail, Installation d'un balisage adapté.	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Ces travaux seront à préciser par chaque entreprise dans le PPSPS avec les mesures de prévention. Tous salariés appelé à intervenir sur des postes de travail doit impérativement avoir reçu de son employeur l'information relative au risque et doit connaître toutes les mesures de sécurité à adopter pour assurer sa propre sécurité et celle des autres intervenants.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Démolition	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	Démolition lourde ou minutieuse à préciser dans le PPSPS	Travail hors tension Absence de co activité Superposition de tâches interdite Prise en compte des contraintes (zone occupé à proximité)	Balisage de la zone d'intervention, Confinement de la zone suivant analyse de risque, Stabilisation des ouvrage étaieement préventif, Installation d'une ventilation mécanique, Aspiration des poussières, Travail à l'humide.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Travaux en hauteur	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	à préciser dans le PPSPS	Absence de co activité Superposition de tâches interdite	Balisage de la zone d'intervention, Personnel qualifié, Utiliser du matériel conforme et adapté, Respect de la notice d'utilisation, Installation d'une protection antichute

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Défini en concertation avec le gestionnaire et le MOE	Passage du public Chantier en centre ville	Définir les plages horaires d'accès au site en fonction des heures de fortes affluence	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Environnement du chantier	A proximité immédiate du bâtiment	Présence du public Accès parking d'une résidence Voie pompier suivant PIC Voie de trame à proximité	Eviter tout croisement de flux entre les entreprises et les usagers Informers les usagers Etablissement d'in périmètre de sécurité Contacter les concessionnaires, exploitant service de secours pour les informer et prendre vos dispositions	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Réseaux enterrés et aériens (voir aussi Article 2 : 2.3)	En fonction des Retour des DICT et des plans de récolement du site	suivants présence de réseaux	Localiser les réseaux maintenus en fonctionnement dans une zone chantier, Purger les réseaux directement concernés	Le mandataire	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Sans objet

5.2 CANTONNEMENTS

Les cantonnements seront installés durant la période de préparation.

Les cantonnements comporteront:

-un lieu de restauration, des vestiaires, des sanitaires et seront prévus pour l'ensemble du personnel de toutes les entreprises.

-un entretien journalier des installations de la base vie pour toute la durée du chantier par une entreprise spécialisée.

La dimension des pièces faisant offices de cantonnements sera adaptée aux effectifs de pointe en fonction des variations consécutives à la planification des travaux préétablis.

Il est rappelé que le personnel intervenant sur le chantier doit utiliser des installations sanitaires, des réfectoires et des vestiaires mis à leur disposition.

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	Cf chapitre 1.4	A reprendre sur le PIC	Chauffage, Armoires vestiaires avec serrure ou cadenas, Bancs Voir CCTP	1 CURAGE – DÉSAMIANTA GE	1 CURAGE – DÉSAMIANTA GE	1 CURAGE – DÉSAMIANTA GE
Réfectoire	Cf chapitre 1.4	A reprendre sur le PIC	Table et chaises en nombre suffisant. Chauffe-plats ou chauffe-gamelles, Réfrigérateur Voir CCTP	1 CURAGE – DÉSAMIANTA GE	1 CURAGE – DÉSAMIANTA GE	1 CURAGE – DÉSAMIANTA GE

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Sanitaires	Cf chapitre 1.4	A reprendre sur le PIC	Équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique, eau tempérée et sèche main, savon Voir CCTP	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Douches	Cf chapitre 1.4	A reprendre sur le PIC	bungalow pour femme indépendant de celui pour homme	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'oeuvre fera faire ce nettoyage par une entreprise extérieure, aux frais de l'entreprise responsable.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Les entreprises ne seront autorisées à intervenir que si elles ont un secouriste du travail présent sur le chantier.

Les entreprises devront systématiquement informer le coordonnateur sécurité et protection de la santé de tout incident ou accident qui surviendrait sur le chantier et qui aurait eu ou aurait pu avoir des conséquences sur la sécurité et la santé des personnes. Cette obligation est applicable aux travailleurs intérimaires (l'entreprise utilisatrice devra se procurer la déclaration de la société d'intérim et la transmettre au coordonnateur).

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Sur chaque compagnon (téléphone mobile)	En état de fonctionnement	Fiche en cas d'accident à aménager dans le cantonnement	1 CURAGE – DÉSAMANTAGE
Accès secours	A identifier sur le PIC	Plan à transmettre aux services de secours du secteur	1 CURAGE – DÉSAMANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMANTAGE
Secouriste	A minima 1 secouriste par entreprise présent sur le chantier	Les secouristes doivent être parfaitement reconnaissables sur le chantier et doivent être en mesure de fournir aux organismes de prévention leur certificat initial ou son recyclage.	1 CURAGE – DÉSAMANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMANTAGE
Trousse de secours	Dans chaque véhicule	Rapprovisionnement de la pharmacie, Les entreprises utilisant des produits nécessitant un complément de la pharmacie compléteront celle-ci avant leur intervention.	1 CURAGE – DÉSAMANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMANTAGE

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Extincteur cantonnement	Cantonnement	Les extincteurs resteront accessibles en permanence et seront maintenus en parfait état de fonctionnement. Ils ne dépasseront pas la date de révision annuelle.	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE	1 CURAGE – DÉSAMIANTAGE
Extincteur chantier	Sur poste de travail	Les extincteurs resteront accessibles en permanence et seront maintenus en parfait état de fonctionnement. Ils ne dépasseront pas la date de révision annuelle.	Entreprise réalisant des travaux par points chauds	Entreprise réalisant des travaux par points chauds

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Sans objet.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

IMPORTANT

- Toutes les entreprises (y/c vos sous-traitants) devront prendre contact avec le coordonnateur SPS 15 jours avant leur intervention afin de réaliser les inspections communes,
- Les entreprises devront par la suite rédiger leur PPSPS et le faire parvenir au CSPS.
- Toutes les entreprises devront déclarer leur sous-traitant au Maître d'Ouvrage avant leur intervention.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
 - Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
 - Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
 - Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

ANNEXES

REHABILITATION DU BATIMENT D DE LA RESIDENCE GREMILLON

Avenue de la Grande Cavée
Batiment D
14200 HEROUVILLE-SAINT-CLAIR

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: HEROUVILLE-SAINT-CLAIR
RUE :Avenue de la Grande Cavée
Batiment D

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 02.31.53.40.50 .